



> Les blogs du « Diplo » > **La pompe à phynance** i 11

## Contre « la-démocratie »

PAR FRÉDÉRIC LORDON, 20 JANVIER 2020

**Q**UAND Agnès Buzyn annonce aux personnels hospitaliers cette formidable innovation dont elle leur fait la grâce : des postes de *beds managers*, à quoi avons-nous affaire ? Plus exactement à quel type d'humanité ? Car nous sentons bien que la question doit être posée en ces termes. Il faut un certain type pour, après avoir procédé au massacre managérial de l'hôpital, envisager de l'en sortir par une couche supplémentaire de management — le management des *beds*. Mais bien sûr, avant tout, pour avoir imaginé ramener toute l'épaisseur humaine qui entoure la maladie et le soin à ce genre de coordonnées. *Comme tout le reste dans la société.*

Mais voilà, de la même manière qu'elle pourrait dire qu'elle n'est pas à vendre, la société aujourd'hui dit qu'elle n'est pas à manager. Et que le retrait de l'âge-pivot qui a si vite donné satisfaction à tous les collaborateurs ne fera pas tout à fait le compte.

### Mais qui sont ces gens ?

Le jet des robes d'avocats, des blouses de médecin, des cartables de profs, des outils des artisans d'art du Mobilier national, mais aussi les danseuses de Garnier, l'orchestre de l'Opéra, le chœur de Radio France, ce sont des merveilles de la politique contre le management des forcenés — génitif subjectif : ici les forcenés ne sont pas ceux qui sont managés mais ceux qui managent (lesquels par ailleurs pensent que les « forcenés », les « fous », *comme tout le reste*, sont à manager). De la politique quasi-anthropologique, où l'on voit, par différence, l'essence des forcenés qui managent et, à leur propos, surgir la question vertigineuse : mais qui sont ces gens ? Qu'est-ce que c'est que cette humanité-là ?

À Radio France, Sibyle Veil demeure comme un piquet, statufiée. Belloubet, elle, ne connaît qu'un léger décrochage de mâchoire inférieure, et la même inertie. Le directeur du Mobilier national choisit le déni massif de réalité, et continue son discours, comme les directeurs d'hôpitaux. Que se passe-t-il à l'intérieur de ces personnes ? Se passe-t-il seulement quelque chose ? Y a-t-il des pensées ? Si oui lesquelles ? En fait, comment peut-on résister au-dedans de soi à des hontes pareilles ? Que ne faut-il pas dresser comme murailles pour parvenir à se maintenir aussi stupidement face à des désaveux aussi terribles ? Comment ne pas en contracter l'envie immédiate de disparaître ? Comment continuer de prétendre diriger quand les dirigés vous signifient à ce point leur irréparable mépris ? Quel stade de robotisation faut-il avoir atteint pour ne plus être capable de recevoir le moindre signal humain ?

Et de nouveau : qui sont ces gens ? Qu'est-ce que c'est que cette humanité-là ?

À l'évidence, elle est d'une autre sorte. N'importe qui à leur place entendrait, et se retirerait aussitôt, définitivement, le rouge au front. Eux, non. Ils restent, pas la moindre entame. On imagine sans peine alors au sommet — Macron, Philippe : totalement emmurés. Logiquement, comment leur sorte pourrait-elle comprendre

quoi que ce soit à la vie de l'autre — puisqu'elles n'ont tendanciellement plus grand chose en commun.

Par apprentissage, nous découvrons donc progressivement toutes les conditions de possibilité cachées de la démocratie, sans lesquelles il n'y a que « la-démocratie ». Le macronisme nous aura au moins fait apercevoir qu'il y faut un respect élémentaire du sens commun des mots — détruit avec l'effondrement délibéré de la langue : la langue du management. Nous savons maintenant qu'il y faut également une proximité des sortes d'humanité, et notamment un partage minimal de la *décence*.

La décence, ce sont les danseurs et danseuses de Garnier qui refusent le « privilège » d'être les dernières préservées au prix de l'équarrissage des générations qui viendront après — qui refusent tout simplement d'être *achetées*, réaction sans doute bien faite pour laisser interloqué le pouvoir macronien qui ne connaît que les ressorts les plus crasses de l'individualisme, ignore qu'on puisse leur échapper, leur opposer ceux de la solidarité, comme on oppose les valeurs de la création à celles de la marchandise. Et c'est comme un camouflet non seulement politique, mais moral, et presque anthropologique, dont ces jeunes gens lui font honte.

La décence, c'est aussi celle, poignante, d'Agnès Hartemann, chef de service à la Pitié, qui **rend sa blouse** [<https://twitter.com/NelsonGetten/status/1217393621177114626>] *car il n'y a plus rien d'autre à faire*, et qui raconte comment elle s'est reprise de l'implacable devenir-robot dans lequel était en train de la jeter les managers de l'hôpital, ces gens de l'autre sorte d'humanité, Buzyn en tête, dont on se demande comment ils peuvent se regarder dans une glace après avoir entendu des choses pareilles. En réalité on sait comment ils le peuvent : comme l'histoire l'a souvent montré, les destructeurs organisent leur tranquillité d'âme en se soustrayant systématiquement au spectacle de leurs destructions — signification historique du tableur Excel qui, à l'époque des connards, organise la cécité, le compartimentage des actes et de leurs conséquences, et joue le rôle du pare-feu de confort en mettant des abstractions chiffrées à la place des vies.



## Le « respect » ?

Comme de **respect de la langue**, de décence il n'y a donc plus la moindre trace depuis que le macronisme est arrivé au pouvoir. Toutes ces choses qui n'ont cessé d'être érodées décennie après décennie, ont été poussées à un stade de démolition terminale avec le macronisme. C'est pourquoi, ayant méthodiquement détruit les conditions de possibilité de la démocratie, ses plaintes quant aux atteintes à « la-démocratie » sont vouées à rendre le son creux de l'incompréhension des demeurés.

« *Il faut retrouver le respect normal de base* » ânonne Emmanuelle Wargon, qui **enfile comme les perles** [<https://twitter.com/franceinfo/status/1218442443575701505>] les débilites pleines de bienveillance de « la-démocratie » — « on peut ne pas être d'accord », « mais le gouvernement a été élu », « si on n'est pas d'accord, on n'aura qu'à voter contre », « la prochaine fois », soit le fin du fin de la pensée Macron, ou plutôt Macron-Berger-Hollande-Demorand-Salamé-Joffrin-Barbier-Calvi-Elkrief-on arrête là, la liste serait interminable. Mais quel « respect normal de base » la sous-classe robotique des *bed managers*, et celle qui

encore de leurs maîtres, pourraient-elles s'attirer ? Elles ont perdu jusqu'à la capacité de produire une réponse décente, élémentaire, à des protestations symboliques qui, par leur force, alarmerait n'importe quelle personne n'ayant pas complètement tué le fond de moralité en elle. Forcément, c'est autre chose qui vient à la place du « respect ».

« *Personne ne devrait accepter que l'on s'en prenne à des élus parce qu'ils sont élus* », blâture pendant ce temps Aurore Bergé, outrée par ailleurs que le roitelet ait été chassé des Bouffes du Nord par les gueux. Mais comment faire comprendre à Aurore Bergé qu'en première approximation, les députés ici ne sont pas poursuivis pour ce qu'ils sont mais pour ce qu'ils font. Il faut quand même une innocence qui frise la maladie mentale pour imaginer que les gens vont laisser détruire leurs conditions d'existence, et même se laisser détruire tout court, sans contracter un jour l'envie de détruire ce qui les détruit.

« *La France sombre sous la coupe d'une minorité violente* » glapit Jean-Christophe Lagarde (1) qui, comme toujours la langue macronienne, dit totalement vrai, mais sans le savoir et par inversion projective : oui la minorité macronienne violente la société comme jamais auparavant, elle démolit les existences, y compris physiquement. Alors les existences décident qu'elles ne se laisseront plus faire, qu'elles ont longtemps donné à leur protestation la vaine forme de « la-démocratie », sont allées au bout du constat de ce qu'on pouvait en attendre, et en tirent maintenant les conséquences : elles passent la seconde.

*Quand tout ce qui a pu être dit, puis crié, puis hurlé, depuis trois décennies, ne rencontre que le silence abruti et le mépris d'acier, qui alors pourra s'étonner que les moyens changent ?*

Les « gilets jaunes » resteront historiquement comme le premier moment de la grande lucidité : à des pouvoirs sourds, rien ne sert de parler. Quand tout ce qui a pu être dit, puis crié, puis hurlé, depuis trois décennies, ne rencontre que le silence abruti et le mépris d'acier, qui alors pourra s'étonner que les moyens changent ? Lorsque des populations au naturel enclin à la tranquillité sont dégonnées, c'est qu'on les a dégonnées. Les dégondeurs souffriront donc les effets dont ils sont les causes.

On peut désormais le prédire sans grand risque de se tromper : Macron n'a pas fini d'être poursuivi, les ministres empêchés de vœux, ou de lancement de campagne, les députés LRM de voir leurs permanences peinturlurées, leurs résidences murées, puisque c'est, toutes tentatives « démocratiques » faites, le seul moyen avéré que quelque chose leur parvienne. Quant à ce qu'ils en feront, évidemment... En tout cas, on ne trouvera pas grand-chose à opposer à l'argument qui sert de base à ces nouvelles formes d'action : ils nous font la vie impossible ? On va leur faire la vie impossible.

Un politologue en poil de zèbre, pilier de bistrot pour chaînes d'information en continu (il les fait toutes indifféremment), s'inquiète bruyamment [<https://www.europe1.fr/politique/tentative-dintrusion-dans-un-theatre-ou-emmanuel-macron-etait-present-ce-que-ca-dit-de-notre-societe-3943820>] que « *chahuter Macron, c'est s'attaquer aux institutions et à leur légitimité* ». Tout juste. À ceci près qu'en réalité « les institutions » ont d'elles-mêmes mis à bas leur propre « légitimité ». Comment peut-on espérer rester « légitime » à force d'imposer à la majorité les intérêts de la minorité ? Même un instrument aussi distordu que les sondages n'a pu que constater le refus majoritaire, continûment réaffirmé, de la loi sur les retraites. C'est sans doute pourquoi le gouvernement, supposément mandaté par le peuple, s'acharne à faire le contraire de ce que le peuple lui signifie.

Car l'époque néolibérale est au gouvernement sadique. Si ça fait mal, c'est que c'est bon. Les forcenés ont même fini par s'en faire une morale : le « courage des réformes ». Une morale et une concurrence : Fillon, du haut de ses « *deux millions et demi de personnes dans la rue* » en 2010 traite [<https://twitter.com/DariusRochebin/status/1182235317144829952>] Macron de petit joueur avec ses quelques centaines de milliers de « gilets jaunes ». Dans ce monde totalement renversé, violenter le plus grand nombre est devenu un indice de valeur personnelle. Pendant ce temps, ils ont de « la-démocratie » plein la bouche. On ne sait pas si le plus étonnant est qu'ils y croient ou qu'ils soient à ce point étonnés que les autres n'y croient plus. Mais qui

pourra être vraiment surpris qu'après avoir jeté si longtemps des paroles de détresse, des appels à être entendus, puis des blouses, des robes et des cartables, il vienne aux violentés des envies de jeter d'autres choses ?

## Les conseils de Raymond

Cependant, entre ceux qui ont le pouvoir et les armes et ceux qui n'ont rien, l'asymétrie distribuée asymétriquement les responsabilités : que ce soit par la continuité de leurs abus, leur enfermement dans la surdité ou le **déchaînement répressif**, ce sont toujours les dominants qui déterminent le niveau de la violence. Regardons la société française, disons, il y a dix ans : qui aurait pu alors imaginer des formes d'action semblables à celles d'aujourd'hui ? La question est assez simple : que s'est-il passé entre temps ?

Il s'en est passé suffisamment pour qu'on puisse maintenant lire sur des affichettes des choses inimaginables, des choses comme : « Manu, toi tu retires ta réforme, et nous, quand tu devras t'enfuir, on te laissera 5 minutes d'avance », ou pour qu'on entende chanter dans les cortèges « Louis XVI, Louis XVI, on l'a décapité ! Macron, Macron, on peut recommencer ! ». Et pour que tout ceci soit en réalité *très facile* à expliquer.

Il ne sera pas judicieux d'écarter ces propos comme « extrémistes » et « peu significatifs » : les extrémités disent toujours quelque chose de l'état moyen. Et, même si c'est à distance, le centre de gravité du corps politique se déplace avec ses pointes. C'était bien d'ailleurs la grande leçon des « gilets jaunes » : « ça gagne ». Ça prend des couches de population qu'on aurait jamais vues faire ce qu'elles ont fait.

Maintenant, le verrouillage d'en-haut ne cesse de hâter les déplacements d'en-bas. *Le Parisien* commence-t-il à en éprouver de la panique ? Quand il titre « *L'inquiétante radicalisation* », il est voué à avoir raison en ayant tort. Comme d'habitude parce que la radicalisation première est celle de l'oligarchie qu'il accompagnera jusque dans la chute, mais aussi, presque logiquement, car il va y avoir une contradiction à parler de radicalisation, ou d'extrémisme quand c'est la masse qui entre progressivement dans un devenir-extrémiste — fut-ce d'abord par simple approbation tacite.

---

*Le plus étonnant, cependant, est qu'il reste dans l'oligarchie des gens capables de dire des choses sensées*

---

Le zèbre politologue ne manque pas lui aussi de s'en alarmer : « *Il y a un aspect groupusculaire parce qu'on parle d'une poignée d'individus, mais il y a également un public pour ça, et là c'est plus inquiétant* ». Et puis il voit aussi que « *cette montée de la violence (...) inquiétante (...) n'est pas spécifique à la France* ». Comment dire : lui aussi on le sent *inquiet*.

Au vrai, il n'a pas tort. Il n'a pas tort parce qu'en effet, « ça gagne ». En effet, « il y a un public pour ça ». Et le pire, c'est que le public, par rangées, est en train de monter sur la scène. De tous côtés d'ailleurs, il ne cesse d'y être encouragé. Directement par les robots qui signifient assez qu'il n'y a plus rien à faire avec eux, ni par la parole ni par les symboles. Indirectement quand, par un aveu transparent de « la-démocratie », Christophe Barbier explique sans ciller que « *43 % des Français [contre 56...] souhaitent cette réforme* », que « *c'est énorme* » et que « *ça veut dire que les Français sont profondément convaincus qu'il faut passer à la retraite par points* » — la chose certaine étant que, quand ça lui viendra dessus, il ne comprendra toujours pas qu'à l'écouter, « les Français » ont été convaincus de tout autre chose.

Le plus étonnant, cependant, est qu'il reste dans l'oligarchie des gens capables de dire des choses sensées. Sensées, mais curieuses. Ainsi Raymond Soubie, cet **artisan de l'ombre** [<https://www.monde-diplomatique.fr/2003/06/BALBASTRE/10213>] de toutes les déréglementations du marché du travail, qui avait laissé coi le plateau entier de *C'dans l'air* (où il a son rond de serviette) **en expliquant** [<https://www.youtube.com/watch?v=zQkPa3QPTDQ>], lors de la démolition Macron du code du travail, qu'en réalité on n'avait jamais vraiment vu les dérégulations du droit du travail créer le moindre emploi... En somme un art de tout dire.

Raymond Soubie, donc : « *Les manifestations lorsqu'elles ne dégèrent pas n'ont pas tellement d'influence sur les gouvernements* ». Soit : un **constat d'évidence** [<https://twitter.com/cdanslair/status/1206983376869240832>]. Un aveu implicite. Et un conseil à méditer.

FRÉDÉRIC LORDON

---

(1) « **Réforme des retraites : Emmanuel Macron évacuée d'une salle de spectacle parisienne sous les huées** [[https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/01/18/des-manifestants-tentent-de-s-introduire-dans-un-theatre-ou-se-trouvait-emmanuel-macron\\_6026377\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/01/18/des-manifestants-tentent-de-s-introduire-dans-un-theatre-ou-se-trouvait-emmanuel-macron_6026377_823448.html)] », lemonde.fr, 18 janvier 2020.

---

Mot clés: France Violence Retraites Société Politique Stratégie Mouvement de contestation